

La version officielle de « Turquoise » remise en cause

Par [Laurent Larcher](#),

Mis à jour le 24/06/2018

<https://www.la-croix.com>

Un ancien officier français affirme, dans un livre paru en avril, que le but premier de l'opération française au Rwanda, à partir du 22 juin 1994, visait à contrer l'avancée du Front patriotique rwandais (FPR) et à rétablir le gouvernement génocidaire. Son témoignage est contesté par les principaux responsables de l'opération « Turquoise ».



Un soldat français durant l'opération « Turquoise » au Rwanda. / Thierry Orban/Sygma via Getty Images

L'opération « Turquoise » au Rwanda, déclenchée le 22 juin 1994, avait-elle, initialement, des objectifs militaires plutôt qu'humanitaires ? Contrairement à ce qu'a toujours affirmé Paris, visait-elle à contrer l'offensive du FPR et à rétablir le gouvernement provisoire rwandais, principal artisan du génocide en cours contre les Tutsis et les Hutus modérés ? Telle est la thèse de **Guillaume Ancel**, ancien de Turquoise. Dans un livre paru en avril, *Rwanda, la fin du silence* (1), ce saint-cyrien, capitaine en 1994 au 68^e régiment d'artillerie d'Afrique (68^e RAA), raconte ce qu'il a vu, entendu et fait du 22 juin au 4 août 1994, une fois projeté au Rwanda comme spécialiste du guidage au sol des frappes aériennes (Forward Air Control).

« À mon arrivée au 2e REI, le 22 juin, dit-il, j'ai reçu un exemplaire de l'ordre préparatoire de la mission : réaliser un raid terrestre sur Kigali pour remettre en place le gouvernement. » Avec cet ordre préparatoire en tête, il débarque, le 25 juin, à Goma (Zaïre). « Quand nous sommes arrivés, nous ne savions pas que la France avait soutenu, en toute connaissance de cause, le gouvernement responsable du génocide des Tutsis, explique-t-il à La Croix. Sous couvert d'une action humanitaire, nous avons failli être engagés dans une action de guerre consistant à stopper l'avancée du FPR et à rétablir l'armée gouvernementale en déroute. »

Un revirement dans la nuit du 30 juin au 1er juillet

De quelle action parle-t-il ? Le 30 juin, assure-t-il, la compagnie de légionnaires à laquelle il est rattaché est envoyée dans la forêt de Nyungwe, dans l'ouest du Rwanda, pour frapper le FPR : « 150 légionnaires équipés légèrement face à des soldats dont nous estimions le nombre dix fois plus important, bien équipés et bien commandés. » Il reçoit l'ordre de les rejoindre le lendemain matin, pour guider au sol les frappes aériennes nécessaires. Or le 1er juillet au lever du jour, tandis qu'il est à bord du Super Puma qui doit le déposer à Nyungwe, la mission est annulée. Sans explication. Guillaume Ancel et les légionnaires du 2e REI se trouvent alors affectés au sauvetage de rescapés, et à la création et la protection de la zone humanitaire sûre (ZHS).

Que penser de ce témoignage ? Pour l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, qui signe la préface de *Rwanda, la fin du silence*, il est capital. Car Guillaume Ancel met en lumière deux phases de l'opération. « Turquoise 1 » : « Une intervention militaire supposant une forme de cobelligérance avec le gouvernement intérimaire et ses forces armées, et donc avec les responsables du génocide », explique l'historien. Puis « Turquoise 2 » : « L'opération humanitaire (...) qu'elle deviendra effectivement, un peu plus tard. ». Guillaume Ancel a vu « le moment précis du basculement » d'une phase à l'autre « dans la nuit du 30 juin au 1er juillet 1994 ».

La France, complice des génocidaires : une version partagée au Rwanda

Si on ignore toujours la raison de ce revirement, note l'historien, « il apparaît que la première semaine de Turquoise, loin de viser la mise en œuvre d'une politique de protection des derniers survivants du génocide, s'inscrivait dans la logique folle du soutien français à un

gouvernement rwandais porté à bout de bras, militairement parlant, dès le déclenchement de la guerre, en octobre 1990. »

L'accusation est grave. Au Rwanda, elle est poussée encore plus loin. En juin 1994, le FPR et son chef historique, Paul Kagame, actuel président du pays, accusaient déjà la France de monter une opération au profit du régime en déroute et d'être complice des génocidaires. Cela reste la version véhiculée dans les mémoriaux nationaux du génocide.

Des accusations contestées

Pour les rares anciens de Turquoise qui s'expriment sur le sujet, les révélations de Guillaume Ancel sont fantaisistes et infamantes (2). Organisés dans une association, France Turquoise, ils défendent leur opération. Parmi eux, le supérieur de Guillaume Ancel au Rwanda, le colonel Jacques Hogard, chef du groupement sud de l'opération Turquoise : *« Son livre est un monument de mégalomanie et de mythomanie. Il n'y a jamais eu de Turquoise 1 et de Turquoise 2 »,* affirme-t-il à *La Croix*. *« À mon niveau de responsabilité, poursuit-il, j'ai accès à tous les ordres et les informations qui concernent mon groupement, dont le 2e REI (...). Je peux vous assurer qu'il n'a jamais été question, le 30 juin et le 1er juillet, d'attaquer le FPR. »*

Pourquoi Guillaume Ancel dit-il le contraire ? Vingt-quatre ans après les faits, se trompe-t-il dans les dates ? Surinterprète-il des événements ou des paroles entendues ou échangées à la volée ? Et pourquoi un autre militaire, un aviateur, confie-t-il à *La Croix* avoir participé à l'opération du 1er juillet ? *« C'est du rêve,* réagit le colonel Hogard. *Rien de tout cela n'est exact. » « Au contraire,* répond Stéphane Audoin-Rouzeau, *ce nouveau témoignage montre que la position des cadres de Turquoise est en train de se fendre. Ce n'est qu'un début. »*

À ce stade du débat, il y a une urgence : rendre accessibles les archives de l'Élysée où l'opération a été décidée.

L'armée française au Rwanda

1975. *Accord d'assistance militaire entre la France et le Rwanda.*

1987. *Fondation du Front patriotique rwandais (FPR) par des Rwandais tutsis réfugiés en Ouganda, alors que des massacres de Tutsis ont lieu au Rwanda depuis 1959.*

1990. Première offensive du FPR au Rwanda, arrêtée par des troupes zaïroises, belges et françaises (opération « Noroît »).

1993. Nouvelle offensive du FPR arrêtée par les Français (opération « Chimère »).

6 avril 1994. L'avion du président rwandais Habyarimana est abattu dans la soirée. Début du génocide des Tutsis et du massacre des Hutus modérés.

Du 9 au 17 avril 1994. L'armée française évacue ses ressortissants (opération « Amaryllis »).

22 juin 1994. L'ONU autorise la France à lancer une opération pour secourir les civils au Rwanda (opération « Turquoise »). La veille, le détachement du Commandement des opérations spéciales (COS) est arrivé au Zaïre (RD-Congo).

23 juin 1994. Première incursion du COS au Rwanda.

4 juillet 1994. Kigali est pris par le FPR. Depuis le 7 avril, 800 000 Tutsis ont été tués. Turquoise instaure une zone humanitaire sûre (ZHS).

22 août 1994. Fin de Turquoise.

Laurent Larcher

(1) Les Belles Lettres, 2018.

(2) À l'exception notable de Thierry Prunghaud, ancien du GIGN, auteur de *Silence Turquoise*, Don Quichotte, 2012.